

DÉVELOPPEMENT

La BAD défend sa vision de la croissance verte



Pour atteindre l'objectif d'assurer au continent une transition énergétique porteuse de croissance, la Banque africaine de développement (BAD) mise sur les financements privés et mobilise les partenaires en conséquence. Le Centre de conférence international de Charm El-Cheikh, en Egypte, a mis ses plus belles parures et filtré ses principales entrées hier, jour de l'ouverture officielle des assemblées annuelles de la BAD. La cérémonie s'est déroulée en présence des présidents Abdel Fatah Al Sissi du pays hôte, Azali Assoumani des Comores, actuellement président en exercice de l'Union africaine, Emerson Mnangagwa du Zimbabwe et d'autres personnalités.

Page 16

SANGHA-LIKOUALA

Actualisation du programme de réduction des émissions



Déroulement des travaux de la réunion/Adiac

Les acteurs du secteur forestier se sont réunis, le 22 mai, à Brazzaville, en vue d'actualiser les instruments de sauvegardes environnementales et sociales du programme de réduction des émissions Sangha-Likouala. Ce programme, d'une durée de cinq ans, vise à contribuer à l'atténuation des changements climatiques, l'amélioration de la gestion forestière durable par la mise en œuvre des pratiques d'exploitation à impacts réduits, la comptabilisation et la commercialisation des crédits carbone.

Page 3

SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Renforcer la lutte contre le trafic des armes chimiques



Les participants à la conférence/Adiac

La conférence régionale sur le contrôle du commerce des produits chimiques en Afrique s'est ouverte hier, à Brazzaville. Venus de plusieurs pays du continent, les participants vont définir une stratégie commune

de lutte contre le trafic illicite des produits et armes chimiques en terre africaine. La rencontre qui s'appuie sur le rôle du cordon douanier en matière de sécurité transfrontalière est orga-

nisée en partenariat avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, l'Union européenne, le gouvernement congolais et d'autres partenaires.

Page 3

COUPE DU MONDE 2026

Dix pays pourront représenter l'Afrique

Le continent africain pourra aligner dix sélections à la Coupe du monde 2026 qui sera co-organisée par les Etats-Unis d'Amérique, le Canada et le Mexique. Pour la première fois dans l'histoire, quarante-huit équipes prendront part à la compétition contre trente-deux lors des éditions précédentes.

Le nombre de représentants africains est passé de cinq à neuf. Un dixième pays pourra compléter la liste à l'issue des tournois de barrage de la Confédération africaine de football et de la Fédération internationale de football association prévus respectivement en novembre 2025 et en mars 2026.

Page 12

EDITORIAL

Citoyenneté

Page 2

ÉDITORIAL

Citoyenneté

Selon le dictionnaire Le Robert, la citoyenneté est le fait pour un individu d'être reconnu officiellement comme citoyen d'un État. Avec le temps, la notion a dépassé cette stricte limite pour devenir une forme d'agissement ou de comportement qui cadre avec les prescriptions morales et éthiques édictées par la société.

Consciente des dérives que prend la société congolaise, l'association « Mouvement des jeunes congolais pour la réflexion et l'analyse » multiplie des initiatives s'inscrivant dans la promotion et la vulgarisation de la notion de citoyenneté. Elle procède ainsi par des campagnes de conscientisation de la société congolaise en général et de la jeunesse en particulier sur les notions de civisme, de culture de paix et du vivre-ensemble.

Ce combat a tout son sens et en vaut la peine au moment où des facteurs sociaux exogènes et endogènes sont actuellement à l'origine de la montée inquiétante de la violence dans les milieux familiaux et scolaires.

Les porteurs de cette initiative ont assurément constaté que la paix et le vivre-ensemble sont dangereusement menacés par l'intolérance, l'égoïsme, la pauvreté, les injustices, la corruption, l'impunité....

De ce fait, ils exhortent, au cours de leurs différentes communications publiques, les gouvernants et la société civile à prendre à bras-le-corps la lutte contre ces fléaux qui enfonce progressivement notre société dans l'abîme.

Les Dépêches de Brazzaville

TRANSPORT

La logistique, un levier pour l'épanouissement des entreprises

Le cabinet Guelem consulting group a organisé, le 20 mai, à Brazzaville, avec l'appui de ses partenaires, la sixième édition du forum international sur la logistique, le management et la qualité. L'occasion lui a permis de vulgariser les enjeux de la logistique dans la gestion de la chaîne de valeurs au Congo.



Des participants au forum international sur la logistique/Adiac

Le sixième forum international sur la logistique, le management et la qualité s'est tenu sur le thème « Logistique : fonction transversale et levier de toute l'entreprise ». Il a regroupé des dizaines de participants constitués essentiellement des étudiants, des diplômés sans emploi et des chefs d'entreprise. Pour cette édition, hormis les enjeux de la logistique, le cabinet Guelem a élargi sa sensibilisation à plusieurs autres domaines en vue de permettre aux jeunes de choisir des initiatives utiles pouvant les inciter à créer leurs propres entreprises et de garantir leur insertion sociale. «

Nous avons consacré les cinq premières éditions à la vulgarisation du concept logistique et sa fonction au sein des entreprises. Pour cette édition, nous avons étendu le concept à d'autres domaines, parmi lesquels banque et assurances ; ressources humaines ; informatique de gestion ; la santé sexuelle où nous parlerons des cancers de sein et du col de l'utérus », a souligné Fred Boris Ngandzadi, directeur du cabinet Guelem consulting group. Lors de cette édition, les participants ont suivi aussi des thématiques sur le droit, notamment

sur les dispositions juridiques à prendre dans le domaine des transports. A cet effet, un sous-thème a été développé sur la sécurité maritime dans le golfe de Guinée, dont le port autonome de Pointe-Noire fait partie. Axant son intervention sur la piraterie maritime, l'orateur a relevé deux facteurs majeurs causant l'insécurité sur ce corridor maritime. Il a dénoncé notamment l'incapacité des Etats composant le golfe de Guinée à bien sécuriser cet espace maritime ainsi que la désorganisation des territoires situés le long de ce corridor.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Gombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint

Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

TRAFIC TRANSFRONTALIER

Les douaniers africains en conclave à Brazzaville

Les travaux de la conférence régionale sur le contrôle du commerce des produits chimiques en Afrique ont été lancés, le 23 mai, à Brazzaville, par le ministre congolais du Budget, Ludovic Ngatsé. Venus de plusieurs pays africains, les participants vont tenter de définir une stratégie commune de lutte contre le trafic illicite des produits et armes chimiques sur le continent.

Initiée par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et la direction générale des douanes et des droits indirects, avec le soutien de l'Union européenne et des experts américains, la conférence régionale sur l'application d'un contrôle douanier efficace sur le commerce des produits chimiques toxiques en Afrique met l'accent sur le rôle du cordon douanier en matière sécurité transfrontalière.

La rencontre des douanes africaines intervient, en effet, dans un contexte fragile marqué par la recrudescence des actes de piraterie maritime et l'insécurité transfrontalière grandissante sur le continent, notamment dans le golfe de Guinée. Le secrétaire technique de l'OIAC, Solomon Haice, a alerté sur les conséquences du conflit en cours au Soudan qui augmenteraient le risque de circulation des armes chimiques.

Entrée en vigueur le 29 avril 1997, la Convention d'interdiction des armes chimiques a permis à ce jour l'élimination de 99,4% des stocks chimiques déclarés dans le monde et nombreux États se sont engagés de détruire le reste de leurs stocks. D'après le directeur général des douanes et des



Une vue des participants aux travaux/Adiac

droits indirects, Guenolé Mbongo Koumou, le conclave de Brazzaville est l'occasion de partager les expériences internationales et entre pays africains sur la façon d'éradiquer définitivement le trafic transfrontalier des produits chimiques toxiques.

Cette conférence devrait favoriser, a estimé Guenolé Mbongo Koumou, une coopération régionale revisitée dans un contexte d'opérationnalisation de la zone de libre-échange continentale africaine. « Les administrations douanières, en collaboration avec les

autres services de sécurité et de défense, doivent mettre en lumière les efforts consentis par les pays africains vers la gestion efficace des frontières et la lutte contre la diffusion d'armes chimiques et dégager des pistes d'amélioration pour garantir une paix durable et la prospérité économique », a-t-il insisté.

À l'ouverture de la conférence qui s'achèvera le 25 mai, le ministre Ludovic Ngatsé a invité les participants et les experts étrangers à formuler des recommandations cibles,

en s'appuyant sur la convention d'interdiction des armes chimiques. « Pour une meilleure efficacité des actions, les services des douanes et de maintien de l'ordre public de nos pays seront particulièrement mis à contribution pour donner corps au système de vérification qui oblige nos États à mettre à la disposition du secrétariat technique de l'OIAC des informations sur les activités illicites et toute activité licite qui contribuerait à la fabrication, au traitement, à la

consommation et au transfert des produits chimiques », a déclaré Ludovic Ngatsé.

Au plan national, le pays s'est engagé à faire une stricte application du principe de désarmement; à réaliser un meilleur contrôle aux frontières et aux cordons douaniers; et à poursuivre les efforts de mettre à la disposition de la société civile toutes les informations nécessaires et disponibles au niveau de chaque pays, sur la lutte contre les armes chimiques et la non-prolifération de celles-ci.

Fiacre Kombo

GESTION FORESTIÈRE

Les acteurs forestiers actualisent le PRE-SL

L'atelier sur la sensibilisation des parties prenantes couplé à la consultation sur l'actualisation des instruments des sauvegardes environnementales et sociales du Programme de réduction des émissions Sangha Likouala (PRE-SL) s'est ouvert, le 22 mai à Brazzaville, sous la supervision d'Arnaud Gatien Kiessé Kibinza, chargé du PRE-SL.

La rencontre a réuni pendant deux jours les acteurs du secteur forestier afin de présenter les types d'activités du PRE-SL, d'expliquer les critères d'éligibilité aux potentiels participants à ce programme, de présenter les critères d'éligibilité pour recevoir les paiements des réductions d'émissions, de présenter les modalités de distribution des bénéfices, de faire un état d'avancement du PRE-SL.

A cette occasion, les parties prenantes du programme, notamment les représentants du secteur public et les organisations non gouvernementales,



ont été consultées en vue d'actualiser les instruments des sauvegardes environnementales et sociales et le Mécanisme de

gestion des plaintes. D'une durée de cinq ans, ce programme vise à contribuer à l'atténuation des changements clima-

Déroulement des travaux de la réunion/Adiac tiques, l'amélioration de la gestion forestière durable par la mise en œuvre des pratiques d'exploitation à impacts réduits ainsi que

la comptabilisation et la commercialisation des crédits carbone. Il a été donc question de concrétiser la volonté du gouvernement congolais qui, déjà en 2008, au moment où il s'est engagé pour le processus Redd+, avait soumis au Fonds carbone la mission d'élaborer un programme de réduction des émissions dans les circonscriptions administratives de la Sangha et la Likouala.

Notons que la vente des crédits carbone permet d'optimiser les gains dans l'espace concédé et de contribuer à la diversification de l'économie.

Durly Emilia Gankama



APPEL A CANDIDATURE ANIMATEUR DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Contexte et objectifs :

African Parks Network (APN) est une organisation Sud-africaine à but non-lucratif, fondée en 2000, en réponse au déclin de nombreuses aires protégées et de la biodiversité qu'elles entendent préserver. Aujourd'hui, APN est responsable de la gestion de 21 Parcs, répartis dans 11 pays africains.

En 2010, le Gouvernement du Congo et APN signaient un accord de Partenariat Public-Privé (PPP) de 25 ans, renouvelé en 2020, afin d'appuyer la gestion durable du Parc National Odzala-Kokoua (PNOK) et du Sanctuaire de Gorilles de Lossi (SGL). Créé en 2001, le PNOK couvre une superficie de 1.354.600 hectares. Il comprend plus de 100 clairières, accueille de nombreuses espèces protégées et permet la subsistance des 12 000 personnes localisées dans sa périphérie proche.

Le Service Développement Communautaire fait partie de l'unité de gestion du Parc et du Sanctuaire. Il est chargé de mettre en œuvre des stratégies permettant de mieux impliquer les communautés dans la gestion du Parc, de contribuer à leur développement socio-économique, tout en créant les conditions d'une utilisation durable des ressources du Parc.

Familier des questions de conservation, autonome, polyvalent, l'Animateur doit être aussi bien capable de mener des

animations en langue locales ou d'intégrer le genre et les sensibilités culturelles dans les activités de sensibilisations. Des compétences en communication, animation et éducation sont indispensables.

Lieu d'affectation :

L'animateur sera basé à Mbomo au QG du Parc et aura pour compétence territoriale toute la périphérie Sud du parc, avec des missions fréquentes dans les villages de la périphérie Est et Nord.

Mission Principale

Sous la supervision de l'assistant responsable de l'éducation environnementale et de la communication, l'animateur communautaire aura pour mission de :

- Animer des séances d'éducation environnementale dans les écoles de la périphérie du Parc
- Sensibiliser les collectivités locales sur les thématiques liées aux activités du Parc, de la conservation de la biodiversité et loi faunique.
- Organiser et animer les visites des enfants dans le Parc,
- Appuyer l'organisation des visites des autorités dans le Parc des autorités (liste des achats, courses, etc.)
- Avoir des contacts réguliers avec les communautés aux alentours du PNOK ;
- Assister les communautés dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets

- du développement communautaire ;
- Faire le suivi de la procédure de recrutement local (Diffusion des offres, collectes des dossiers et suivi des recrutements) ;
- Mettre à jour la base de données des ouvriers locaux disponible autour du parc ;
- Suivre la mise en œuvre des projets de développement communautaire initiés dans les villages ;
- Superviser les activités des animateurs assistants
- Réaliser les enquêtes socio-économiques de terrain ;
- Saisir et mettre à jour les bases des données ;

Profil recherché

- Etre de nationalité congolaise titulaire d'au moins un baccalauréat ;
- Une expérience antérieure au métier d'éducation (Enseignement ou d'animation rurale constitue un atout majeur) ;
- Bonne capacité à écrire et lire le français ;
- Avoir une connaissance basique sur le PNOK.
- Etre apte à faire les missions de terrains ;
- Parler couramment le lingala (la connaissance d'une langue locale parlée autour du PNOK est un atout majeur) ;
- Posséder une grande capacité d'écoute et avoir d'excellentes capacités de com-

- munication ;
- Être sensible aux problématiques de conservation de la biodiversité et de développement durable ;
- Etre organisé et rigoureux dans le travail ;

NB : Les candidatures féminines et des peuples autochtones sont fortement encouragées

Date de début : le 15 juin 2023

Dossier de Candidature

Les candidats intéressés par ce présent avis de recrutement doivent fournir un dossier comprenant :

- Une lettre de motivation adressé au directeur du PNOK ;
 - Un Curriculum vitae détaillé ;
 - Les copies des diplômes ou autre document attestant le niveau d'étude ;
- Les dossiers de candidature doivent être déposés avant le 05 juin 2023, aux adresses suivantes :
- Bureaux du Parc à Brazzaville à l'adresse 188 bis Avenue Cardinal Emile Biayenda, centre-ville Brazzaville
 - QG du Parc à Mbomo ;
 - Bureau du Parc à Ouessou
- rh.odzala@africanparks.org avec une copie à : pnokl@africanparks.org
- Si vous ne recevez pas de réponse dans les 10 jours suivant la date de clôture, considéré que votre candidature n'a pas été retenue.



AVIS DE RECRUTEMENT

N°176/PNOK/UG/RH/2022

Titre du Poste: Chargé (e) de la Communication et des Médias

Localisation du poste : Brazzaville

Type de Contrat : Durée déterminée

Salaire : Conformément à la grille de salaire interne

Responsable hiérarchique : Représentante Pays APN/ et la Responsable Régionale des Médias et de la Communication

Lieu d'affectation: Brazzaville

Date de début : 1er mai 2023

1.Contexte et Objectifs :

African Parks Network (APN) est une organisation Sud-africaine à but non-lucratif, fondée en 2000, en réponse au déclin de nombreuses aires protégées et de la biodiversité qu'elle préserve. Aujourd'hui, APN est responsable de la gestion de vingt-deux (22) Parcs, répartis dans 12 pays africains.

En 2010, le Gouvernement du Congo et APN signaient un accord de Partenariat Public-Privé (PPP) de 25 ans, renouvelé en 2020, afin d'appuyer la gestion durable du Parc National Odzala-Kokoua (PNOK) et du Sanctuaire de Gorilles de Lossi (SGL).

Sous la gouvernance de la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi (FOKL) Créé en 2001, le Parc National d'Odzala-Kokoua (PNOK), couvre une superficie de 1.354.600 hectares. Il comprend plus de 100 clairières, accueille de nombreuses espèces protégées et permet la subsistance des populations de 12 000 personnes localisées dans sa périphérie proche. Le service de Communication et des Médias fait partie de l'Unité de Gestion de la FOKL. Il est chargé de contribuer à une communication et visibilité effective de la FOKL pour renforcer sa notoriété au niveau local, national, régional et international.

2-Missions principale :

Le/la chargé(e) de la Communication et des

Médias est responsable de la mise en œuvre des activités du Business Plan pour les « Médias et la Communication ». Pour cela, il est en mesure de produire suivre et contribuer à la stratégie de communication, la visibilité de la FOKL au niveau national, la création et diffusion de contenu, planifier ses activités, apporter son assistance pour les questions logistiques de la communication, organiser la récolte de données, rapports mensuels et rapports d'activités. Il travaille en étroite collaboration avec la Représentante Pays et la Responsable Régionale des Médias et de la Communication. Ainsi qu'avec les départements de la FOKL tels que Logistique, Tourisme, Développement Communautaire, LAB et Développement Commercial afin d'apporter son appui en matière de communication et dans la création de contenu. Le/la chargé(e) de la Communication et des Médias travaille sous la responsabilité de la Représentante Pays. Pour toutes les activités et publications au niveau national et international, le coordinateur doit collaborer et demander le feu vert de la Coordinatrice Régionale des Médias et de la Communication et du Park Manager.

3- Description des tâches :

Missions spécifiques :

Communication externe (nationale et internationale) :

- Rédiger un plan de communication annuel en intégrant les besoins de communication de l'ensemble des services de la FOKL. Ainsi qu'assister les autres départements dans la rédaction de leurs plans de communication, en les intégrant au plan principal de communication.
- Création d'un calendrier annuel de publications et activités de communication, adaptable au contexte changeant ;
- Création et suivi d'une stratégie de publication et expansion des réseaux sociaux (détection de publique, stratégie de publication, création et planification de publications, et suivi d'au-

dience) ;

-Assistance dans la création de supports de communication et de représentation pays pertinents pour les différents départements de la FOKL ;

-Création d'une liste des médias nationaux et publication d'articles et éléments audiovisuels pour les médias nationaux. Ainsi que coordonner les visites et couverture des médias nationaux et internationaux, en coordination avec RP, Tourisme, Communication régionale et Communication HO.

-Production, diffusion et management de contenu (écrit, audiovisuel et graphique) relevant pour la FOKL ;

-Assistance dans le suivi et création des outils de branding de la FOKL ;

-Planification et participation lors des événements de communication ;

-Assistance dans la création, archivage et partage de contenu (national FOKL et international AP SA) de la FOKL.

-Autres selon les besoins de la FOKL.

Communication interne :

-Production et diffusion du PDF en Français du rapport mensuel de la FOKL ;

-Assistance dans la création et diffusion dans les différentes bases de la FOKL de supports de communication et d'autres activités de communication interne ;

-Assistance dans la formation staff en matière de communication ;

-Suivi et assistance pour implémenter les SOP de communication d'AP dans tous les supports, outils et activités de la FOKL ;

-Contribution à la création et mise à jour de contenu du dossier d'images et ressources de communication, disponible pour tous les départements de la FOKL ;

-Autres selon les besoins de la FOKL.

4- Compétences et expérience requises :

1. Bonne capacité de communication et d'organisation.
2. Une bonne connaissance du dessin graphique et maîtrise de logiciels de dessin graphique.
3. Expertise dans la publication, création de campagnes et suivi d'audience des comptes des réseaux sociaux de la FOKL : Twitter, Facebook et Instagram, et création et suivi de nouveaux comptes : YouTube et LinkedIn.
4. Maîtrise de logiciels d'édition de vidéo et de photographie.
5. Maîtrise de prise d'images photographiques et vidéo avec caméra et Smartphone.
6. Connaissance des médias de communication locaux et nationaux.
7. Bonnes capacités rédactionnelles.
8. Bonne prestance et aptitude à l'expression orale.
9. Bonne maîtrise des langues (Français, Anglais et Lingala).
10. Sens du relationnel.
11. Sens de la créativité et polyvalence.
12. Entreprenant(e), dynamique, et réactif(ve).

5- Comment postuler :

Pour postuler, veuillez déposer les dossiers de candidatures dans l'un des bureaux du parc : A Brazzaville au numéro 188 bis avenue Cardinal Emile Biayenda, centre-ville, au bureau de Ouessou ou envoyer votre CV, votre lettre de motivation, les copies des diplômes ainsi que les copies attestant les services précédemment rendus à rh.odzala@africanparks.org avec une copie à : pnokl@africanparks.org au plus tard le 20 avril 2023.

Nous encourageons vivement les candidatures féminines.

Si vous n'avez pas de réponse de notre part dans les 2 semaines suivant la date de clôture, veuillez considérer que votre candidature n'a pas été retenue.

INSERTION SOCIALE

Des délinquants reconvertis formés à divers métiers

Après plus d'une année de formation, des jeunes délinquants reconvertis, formés en menuiserie, garnissage et tapisserie en bois ont reçu leurs certificats de fin de formation, le 23 mai à Brazzaville, des mains du haut-commissaire à la Justice restaurative, au Traitement et à la Prévention de la délinquance juvénile, Adolphe Mbou-Maba.

« L'Etat et ses partenaires ont joué leur partition. Il nous revient d'exercer nos métiers respectifs pour pouvoir nous prendre en charge et rompre définitivement avec la délinquance », a indiqué Philémon Mavoungou, un des jeunes délinquants formés. Au départ de la formation, il y avait soixante-quinze jeunes mais seulement douze ont pu tenir jusqu'à la fin au point d'être récompensés. En dehors des certificats de fin de formation, ils ont également reçu le matériel de travail.

La formation de ces délinquants reconvertis a été organisée en partenariat avec l'association « Les artisans de Loutassi », dirigée par Ghislaine Matondo. « Il est question d'apporter le salut à ces jeunes qui, il y a quelques mois, prenaient l'option salvatrice d'intégrer librement nos ateliers pour apprendre ces métiers », selon elle.

Le maire de Moungali, Bernard Bantou, a abondé dans le même sens en soulignant la nécessité de ramener au quotidien ces jeunes sur le droit chemin.



Des délinquants reconvertis brandissant leurs certificats de fin de formation/Adiac

Pour le haut-commissaire à la Justice restaurative, au Traitement et à la Prévention de la délinquance juvénile, Adolphe Mbou-Maba, les délinquants reconvertis qui viennent d'être formés ont intérêt non seulement à valoir leur savoir-faire sur le marché de l'emploi mais aussi de former à leur tour leurs amis en les incitant à la reconversion.

A propos de la lutte contre la délinquance juvénile, il convient de souligner que la Stratégie nationale de prévention et de traitement de ce fléau est déjà rédigée. Il ne reste que sa validation puis sa mise en œuvre. Le travail mené en amont, sous la houlette du Haut-commissariat avec

d'autres partenaires, a consisté à réaliser la rédaction d'une étude descriptive de la problématique en cernant les déterminants du phénomène de la délinquance juvénile ; la typologie de la délinquance ; la cartographie du phénomène sur l'espace national ainsi que les mesures à prendre pour la programmation des actions de cette stratégie nationale.

En attendant la validation de cette stratégie nationale de prévention et de traitement de la délinquance, les initiatives d'insertion socio-professionnelle des délinquants reconvertis suivent leur cours.

Rominique Makaya

COOPÉRATION MILITAIRE

Le Congo et la France vont dynamiser leur partenariat

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, s'est entretenu le 23 mai, à Brazzaville, avec le général François Xavier Mabin, commandant des éléments français basés au Gabon. Les deux parties envisagent de renforcer leur partenariat dans le domaine militaire, selon François Xavier Mabin.



Charles Richard Mondjo s'entretenant avec le commandant des éléments français au Gabon/Adiac

« J'ai été très honoré d'être reçu ce matin par monsieur le ministre de la Défense avec qui nous avons évoqué les grands axes de notre coopération opérationnelle qui est engagée dans une nouvelle dynamique. Nous avons aujourd'hui une trentaine d'actions de coopération opérationnelle, d'actions de formation entre l'armée française représentée par les éléments français au Gabon et les Forces armées congolaises (FAC)... », a déclaré le général François Xavier Mabin.

« Comme l'avait dit monsieur le ministre des Armées, Lecornu, qui était ici il y a quelques semaines, cette dynamique de coopération est très forte, elle a plusieurs axes. Le premier, c'est l'axe opérationnel que je représente qui consiste à former des unités des FAC, par exemple le Groupement parachutiste commando ou le Groupement naval... Je pense que monsieur le ministre avait également évoqué la coopération structurelle qui consiste notamment à

accueillir des officiers et des sous-officiers des FAC dans les centres de formation initiale et les écoles de spécialisation », a-t-il ajouté.

Le programme de formation englobe tout le secteur stratégique, particulièrement des opérations spéciales jusqu'aux transmissions, en passant par les techniques particulières du domaine militaire, mais également de soutien. Il s'agit, en fait, de tout ce qui permet à une armée non seulement de se projeter, mais aussi de durer et d'accomplir ses missions.

Les éléments français au Gabon sont un dispositif opérationnel de coopération. Leur vocation première est de mettre à la disposition des partenaires des onze pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale leur savoir-faire, de manière à pouvoir améliorer leurs capacités à conduire les opérations et en particulier en matière de la paix, qu'il s'agisse de celles des Nations unies ou de l'Union africaine.

Guillaume Ondze



APPEL A CANDIDATURE ANIMATEUR DES CONFLITS HOMME FAUNE

Contexte :

Le Parc National Odzala-Kokoua (PNOK) est le plus grand Parc du Congo. Il couvre une superficie de 1 364 600ha et s'étend sur deux départements du pays (Sangha et Cuvette-Ouest). Il a été créé par décret n°221 du 10 mai 2001.

Depuis 2011, le PNOK est géré par la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi (FOKL), organisation non gouvernementale créée suite à un accord de partenariat signé entre African Parks Network et le Gouvernement du Congo représenté par le Ministère de l'économie forestière pour la gestion durable de ce parc sur une période de 25 ans.

Très riche en biodiversité et bordé par 65 villages, le PNOK fait face à deux grands problèmes au cœur de sa gestion : Le braconnage et le Conflit Homme faune (avec la dévastation des cultures et des biens causés par la faune sauvage).

Pour ce faire la FOKL mis en place une assurance dévastation depuis 2015 pour compenser une partie des cultures et a initié une étude de cartographie participative depuis 2019 afin de mieux comprendre l'usage des terres et leur répartition pour mieux prévenir le conflit sous la responsabilité du Service Conflit Homme-Faune.

Mais l'augmentation du Nombre de conflits (11 Villages / 17 impactés par les CHF au nord), est souvent à l'origine de la dégradation des relations entre les gestionnaires Parc et les communautés riveraine. Pour ce faire la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi

à travers son service Conflit Homme Faune, testent des méthodes de repoussement pour réduire les CHF et maintenir une communication pérennante avec les communautés. Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités CHF au Nord du Parc, la FOKL recherche un (e) animateur (trice) des Conflits Homme-faunes pour appuyer son service CHF.

Lieu d'affectation :

Le lieu d'affectation de l'animateur (trice) sera le Nord du Parc et aura un logement fixe dans l'un des 11 villages impactés par CHF (A déterminer) ; Avec parfois des missions dans les autres secteurs du Parc et des missions de forêt dans le cadre de la cartographie participative.

Missions :

Sous la supervision générale du Chef de Service conflit Homme-Faune et la supervision directe du technicien CHF du PNOK, l'animateur (trice) aura pour principale mission d'appuyer le service conflit Homme-faune dans la mise en œuvre de ses activités notamment, il sera responsable de :

- Organiser et animer de réunions avec les communautés locales sur les thématiques du conflit homme/faune et de la cartographie participative ;
- Collecter les données de dévastation des cultures dans le cadre de l'assurance dévastation ;
- Participer à la mise en place des Tests de méthodes de dissuasion pour éviter les

dommages aux cultures par la faune ;

- Suivre des indicateurs de résultats pour les études réalisées ;
- Participer à certaines missions de terrain et prise de données GPS sur le terrain avec les populations
- Saisir les données et entretenir les bases de données en lien avec les activités de terrain ;
- Participer aux activités de cartographie participative au Nord-Ouest du Parc ;
- Appuyer les services de l'Etat dans la prise des données de dévastation ;
- Collecter de toutes les plaintes des communautés en ce qui concerne les conflits homme faune ;
- Archiver les documents de service ;
- Toutes autres tâches, missions liées au CHF.

Profil recherché

- Etre de nationalité congolaise titulaire d'au moins un baccalauréat ;
- Une expérience antérieure au de collecte des données de terrain est un plus ;
- Etre sensible aux problématiques de conservation de la biodiversité et de développement durable ;
- Etre organisé et rigoureux dans le travail ;
- Bonne capacité à écrire et lire le français ;
- Parler couramment le lingala (la connaissance d'une langue locale parlée autour du PNOK est un atout majeur) ;
- Avoir une connaissance basique sur le PNOK.
- Etre apte à faire les missions de terrains ;
- Posséder une grande capacité d'écoute

et avoir d'excellentes capacités de communication ;

- Savoir utiliser le GPS un atout majeur ;
- Avoir une connaissance basique en informatique bureautique est considéré comme un plus ;

NB : Les candidatures féminines et des peuples autochtones sont fortement encouragées

Date de début : le 15 juin 2023

Dossier de Candidature

Les candidats intéressés par ce présent avis de recrutement doivent fournir un dossier comprenant :

- Une lettre de motivation adressée au directeur du PNOK ;
- Un Curriculum vitae détaillé ;
- Les copies des diplômes ou autre document attestant le niveau d'étude ;

Les dossiers de candidature doivent être déposés avant le 05 juin 2023, aux adresses suivantes :

• Bureaux du Parc à Brazzaville à l'adresse 188 bis Avenue Cardinal Emile Biayenda, centre-ville Brazzaville

• QG du Parc à Mbomo ;

• Bureau du Parc à Ouesso

• rh.odzala@africanparks.org avec une copie à : pnokl@africanparks.org

Si vous ne recevez pas de réponse dans les 10 jours suivant la date de clôture, considéré que votre candidature n'a pas été retenue.



APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Élaboration d'une base de données d'entreprises et de fournisseurs

L'École Française Saint Exupéry de Brazzaville, République du Congo, représentée par l'Association des Parents d'Elèves de l'École Saint-Exupéry (APEESE) souhaite améliorer la gestion des prestations offertes par ses fournisseurs ; dans ce but, elle met en place sa base de données d'entreprises et d'artisans susceptibles de répondre aux besoins d'interventions de maintenance, d'entretien et de fournitures de services et d'équipements. La mise à jour de cette banque de données des prestataires et fournisseurs sera effectuée selon une périodicité régulière. La réponse à cet avis est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales ayant le niveau d'efficacité requis, régulièrement installées en République du Congo et totalement en règle avec les administrations. Le délai de soumission sera de 15 jours à compter de la publication du présent avis.

Sélection :

La sélection des entreprises qui intégreront la base de données sera faite par l'APEESE, ou la commission mandatée par celle-ci. Les critères de sélection seront : la présentation de l'offre, les documents administratifs, les références et la réputation de l'entreprise.

Composition de l'offre :

-Une lettre d'intention de soumissionner, précisant le lot concerné et comportant :

- Nom de l'entreprise,
- Adresse de correspondance,
- Titre du signataire,
- Numéro de téléphone, adresse électronique (mail).

-Un dossier de présentation de l'entreprise comportant :

- Les domaines d'activités de l'entreprise,
- Le nom du représentant de l'entreprise et ses fonctions,
- Une attestation de bonne exécution des prestations réalisées dans le domaine concerné au cours des deux dernières années,
- Le justificatif d'immatriculation au registre du Commerce et des Métiers,
- Un certificat de non-faillite à la date de la soumission,
- Le justificatif d'immatriculation à la CNSS et le quitus de non-redevance,
- La présentation des assurances contractées par l'Entreprise.

Remise des documents : L'APEESE invite toutes les Entreprises et Artisans intéressés, à remettre dans un délai maximum de 15 jours le dossier complet pour la présélection au plus tard le jeudi 8 juin 2023 à 12h00.

La lettre d'intention et le dossier de présentation seront à remettre en deux exemplaires sous pli fermé, contre récépissé, au secrétariat de l'école Saint Exupéry de Brazzaville, Avenue de l'OUA. Les enveloppes porteront juste la mention, sans cachet ou signes distinctifs :

INTENTION DE SOUMISSION À L'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

DE L'ÉCOLE SAINT EXUPÉRY BRAZZAVILLE

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Lot N°...

Lots et objets du présent Avis :

Lot 1 : Maintenance des groupes électrogènes et équipements annexes (cuves, tuyauteries...).

Lot 2 : Maintenance des circuits et installations électriques.

Lot 3 : Inspections et contrôles réglementaires des installations et équipements (installation électrique, équipements sportifs, véhicules).

Lot 4 : Maintenance des climatiseurs.

Lot 5 : Maintenance du réseau informatique et téléphonique.

Lot 6 : Fournisseur de réseau internet.

Lot 7 : Maintenance du serveur informatique et hébergement.

Lot 8 : Maintenance et entretien des caméras de surveillance.

Lot 9 : Fourniture et maintenance de panneaux solaires.

Lot 10 : Sécurité incendie : fourniture et maintenance d'extincteurs et de détecteurs.

Lot 11 : Location, maintenance et assistance pour les photocopieurs.

Lot 12 : Fourniture d'ameublements.

Lot 13 : Fourniture de bureau.

Lot 14 : Fourniture de matériel informatique.

Lot 15 : Fourniture, accessoires, réparation et entretien des tablettes.

Lot 16 : Entretien et maintenance des bâtiments :

16.1- Peinture

16.2- Plomberie

16.3- Electricité

16.4- Menuiserie ébénisterie

16.5- Serrurerie, ferronnerie

16.6- Vitrierie

16.7- Charpentes et toitures.

Lot 17 : Propreté des espaces et des locaux.

Lot 18 : Evacuation des déchets.

Lot 19 : Dératisation et désinsectisation.

Lot 20 : Entretien des espaces extérieurs : entretien cours et espaces verts, élagages.

Lot 21 : Fourniture des produits d'hygiène (savon, essuie-main, produits ménagers...).

Lot 22 : Gardiennage et sécurité des locaux et voies d'accès.

Lot 23 : Fourniture du matériel de laboratoire.

Lot 24 : Entretien et réparation du véhicule.

Lot 25 : Consultations et visites médicales du personnel.

Lot 26 : Assurances du personnel, des véhicules, et des locaux.

Lot 27 : Service Juridique.

Lot 28 : Transport des élèves pour les activités et manifestations extérieures.

Lot 29 : Restauration : cantine, réceptions, produits de consommation courante.

Lot 30 : Fourniture du matériel de buanderie.

Lot 31 : Entretien et réparation du matériel de buanderie.

Lot 32 : Fourniture d'équipements sportifs.

Lot 33 : Maintenance des équipements sportifs.

Lot 34 : Intervenant et prestataires de loisirs pour activités extra-scolaires (danse, sports de combat, sports collectifs, théâtre...).

Lot 35 : Décoration de l'établissement pour événements spéciaux.

Lot 36 : Formation du personnel.

Peggy AGNONGONDZE

Présidente de l'APEESE

SANTÉ

La pénurie de vaccins contre le choléra devrait durer jusqu'en 2025

En raison d'une multiplication des épidémies dans le monde, mais aussi d'une demande vaccinale plus importante que l'offre, la pénurie de vaccins contre le choléra pourrait durer jusqu'en 2025, a alerté Gavi, l'Alliance du vaccin.

Selon l'organisation, l'approvisionnement mondial en vaccins anticholériques oraux pourrait permettre une vaccination préventive à grande échelle d'ici à 2026, mais des mesures urgentes sont nécessaires pour atteindre cet objectif. « La tendance est alarmante: il faudra environ dix millions de vaccins de plus pour lutter contre les épidémies que pendant toute la décennie précédente », a indiqué Gavi dans un communiqué. « La bonne nouvelle, c'est que nous disposons de doses pour répondre à toutes les demandes d'urgence malgré l'augmentation des flambées épidémiques, et cela devrait se poursuivre. Mais cette tendance souligne la nécessité de prévenir les épidémies avant qu'elles ne se produisent », a affirmé le directeur de Gavi pour les marchés des vaccins et la sécurité sanitaire. 48 millions de doses de vaccin ont été utilisées au cours des deux dernières années, soit dix millions de plus que pendant toute la décennie précédente.

D'ici à 2026, la feuille de route

prévoit que l'offre commencera à répondre à la demande de vaccination préventive, grâce aux investissements dans l'augmentation des capacités et à l'arrivée de nouveaux fabricants sur le marché. Cela permettra de mener des campagnes de vaccination préventive à grande échelle dans les pays où le choléra est endémique. À court terme, la feuille de route prévoit que l'offre mondiale augmentera d'ici à la fin de 2025, grâce aux investissements d'EuBiologics, de Gavi et de la BMGF dans le développement de vaccins pouvant être produits en plus grandes quantités, et à l'arrivée attendue d'un nouveau fabricant. Toutefois, si la tendance actuelle des épidémies se poursuit, l'offre de vaccins préventifs restera probablement limitée au cours de cette période et devra être répartie de manière transparente et équitable. Le changement climatique, les conflits et les déplacements de population ont tous contribué à l'augmentation alarmante des épidémies de choléra, trente pays ayant signalé des cas ou des épidémies

en 2022. Depuis le début de l'année, vingt-quatre pays ont signalé des flambées de choléra, contre quinze à la mi-mai de l'année dernière. Gavi a déclaré que quarante-huit millions de doses de vaccin avaient été utilisées au cours des deux dernières années, soit dix millions de plus que pendant toute la décennie précédente.

La feuille de route pour un meilleur approvisionnement du vaccin oral

Gavi a publié une feuille de route décrivant les mesures essentielles à prendre pour que l'approvisionnement en vaccin anticholérique oral puisse répondre à la demande croissante des pays. À court terme, optimiser l'utilisation et la disponibilité des stocks. Il faut aussi soutenir les innovations à fort impact en matière de vaccins et de modes d'administration. Chaque dose de vaccin délivrée à une personne dans le besoin aujourd'hui est le résultat d'années de planification, d'investissement et de coordination.

Noël Ndong

Le covid-19 a coûté 337 millions d'années de vie

Les deux premières années de la pandémie de covid-19 ont coûté près de 337 millions d'années de vie, en provoquant la mort prématurée de millions de personnes, a révélé l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le 19 mai dernier.

L'OMS met en exergue l'impact dévastateur de la crise sanitaire provoquée par le covid-19. Rien qu'en 2020 et 2021, la maladie a entraîné la perte de 336,8 millions d'années de vie dans le monde. « C'est comme perdre 22 ans de vie pour chaque décès en excès », a déclaré la cheffe adjointe de l'OMS, Samira Asma, pour les données et l'analyse. Ce calcul a pour base les données disponibles en 2022. Depuis lors, le nombre de morts a continué de grimper même si c'est à un rythme plus lent, poussant l'OMS à lever son niveau d'alerte sanitaire le plus élevé, non sans prévenir que le covid-19 n'avait pas pour autant disparu. Le bilan officiel des décès attribués à la maladie était de 6,9 millions de personnes en fin de semaine dernière. Mais de nombreux pays n'ont pas fourni de données fiables à l'OMS, qui estime que la pandémie a fait près de trois fois plus de victimes en trois ans, au moins 20 millions de morts. Elle s'appuie pour cela sur le calcul de l'excès de mortalité, défini comme la différence entre le nombre de décès réels et le nombre de décès estimés en l'absence de pandémie.

Vingt millions de morts

Ces vingt millions incluent les morts directes du covid-19 mais aussi les décès liés à l'impact de la pandémie sur les systèmes de santé. Le rapport du 19 mai a souligné que « des inégalités importantes sous-tendent la répartition des cas et des décès de covid-19 ainsi que l'accès aux vaccinations ». L'OMS a averti que la pandémie avait contribué à faire dérailler de nombreux indicateurs liés à la santé qui s'amélioraient depuis des années. Au cours des deux premières décennies du siècle, le monde a connu des améliorations significatives de la santé maternelle et infantile, avec des décès en baisse d'un tiers et de la moitié respectivement, selon le rapport.

L'incidence des maladies infectieuses telles que le VIH, la tuberculose et le paludisme a également diminué de manière significative, tout comme le risque de décès prématurés dus aux maladies non transmissibles. Ensemble, ces facteurs ont contribué à faire passer l'espérance de vie mondiale de 67 ans en 2000 à 73 ans en 2019. Mais après le déclenchement de la pandémie, les inégalités existantes se sont creusées, inversant, entre autres, la tendance positive pour le paludisme et la tuberculose, note l'OMS.

N.Nd.



LES SERVICES DU FMI CONCLUENT UNE MISSION EN RÉPUBLIQUE DU CONGO AVEC DES BONS PROGRÈS

Une mission du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par Roland Kpodar, a séjourné à Brazzaville du 8 au 19 mai pour mener des discussions dans le cadre de la troisième revue du programme des autorités soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI. A l'issue de la mission, M. Kpodar a fait la déclaration suivante :

« L'équipe du FMI se félicite de l'engagement renouvelé des autorités à mettre en œuvre les politiques nécessaires pour préserver la stabilité macroéconomique, promouvoir une croissance durable et inclusive, et consolider les progrès récents dans la réduction des vulnérabilités de la dette.

« La reprise postpandémique s'est accélérée en 2022, avec une croissance économique estimée à 1,7 %, tirée principalement par le secteur non pétrolier.

La consommation et l'investissement ont été stimulés par les dépenses publiques et l'augmentation des activités dans l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services. D'autre part, la production de pétrole s'est contractée en raison de problèmes d'équipement dans certains grands champs. L'inflation alimentaire est restée élevée, entraînée par l'augmentation des coûts d'importation. Les prix mondiaux élevés du pétrole ont aidé le compte courant du pays, mais les coûts plus élevés des importations de carburant raffiné ont été subventionnés par le gouvernement, creusant ainsi le déficit budgétaire non pétrolier de 2022.

« Des progrès notables ont été réalisés au cours de la mission dans les discussions sur les mesures politiques visant à remédier aux dérapages budgétaires antérieurs et à

faire avancer les réformes structurelles clés. Les priorités comprennent la création d'un espace budgétaire : (i) en stimulant la

mobilisation des recettes intérieures par la rationalisation des exonérations fiscales, en particulier dans le secteur de l'énergie ;

(ii) en rationalisant les subventions aux carburants, tout en renforçant les mesures d'atténuation pour aider les plus vulnérables ; et (iii) en donnant la priorité à des dépenses sociales plus larges et à des dépenses de développement essentielles. Bien que des progrès aient été réalisés sur le programme de gouvernance et de lutte contre la corruption, des efforts continus pour soutenir la mise en œuvre sont nécessaires pour un cadre efficace de lutte contre la corruption. La mise en œuvre rapide et décisive de ces politiques et réformes est essentielle pour que la République du Congo parvienne à consolider sa position budgétaire, à réorienter les dépenses vers les besoins sociaux et les infrastructures essentielles, à maintenir la dette publique à des niveaux viables et à fournir une base solide pour une économie plus forte et plus diversifiée.

« L'équipe remercie les autorités pour leurs discussions ouvertes et constructives. Des discussions virtuelles se poursuivront dans les prochains jours pour finaliser les détails de la mise en œuvre de ces politiques afin de parvenir à un accord au niveau des services. L'achèvement de la revue sera soumis à l'approbation du conseil d'administration du FMI. »




&
PRÉSENTENT

FALLY IPIIPA

CONCO BRAZZAVILLE

STADE ALPHONSE MASSAMBA DEBAT

2000 F
GRAND PUBLIC

50 000 F
VIP

27 MAI 2023

OUVERTURE DES PORTES
10H

Infoline : +242 05 605 16 06
#Fallyalphonsemassambadebat2023















United Bank for Africa

NOUS AVONS LE PLAISIR DE VOUS ANNONCER QUE DEUX (2) APPELS D'OFFRES SONT OUVERTS POUR LA SÉLECTION :

D'UN FOURNISSEUR EN VUE DE LA NUMERISATION DES ARCHIVES DE LA BANQUE

D'UN CABINET EN VUE DE L'ÉVALUATION DE L'AUDIT INTERNE

APPELS D'OFFRES



Les sociétés soumissionnaires sont priées de nous faire parvenir leurs dossiers sous pli fermé au plus tard le 31 mai 2023 aux adresses suivantes :

- Brazzaville : 37 avenue William Guynet, Agence City Center (Direction du Contrôle Interne);
- Pointe-Noire : 142 avenue Charles de Gaulles, Agence CDG (Service Moyens Généraux).

Plus d'informations sur
www.ubacongobrazzaville.com



Scanner pour télécharger
La nouvelle application mobile UBA
ou utiliser bit.ly/newUBAmobile

www.ubacongobrazzaville.com
Africa, USA, UK, France, UAE
Africa's Global Bank

JOURNÉE DE L'AFRIQUE

La Russie reste attachée à la tradition de l'amitié ayant pour base le respect mutuel

Ce jour du 25 mai 2023, nous partageons avec les peuples des pays africains la joie de célébrer la date qui marque l'anniversaire de la libération du continent africain du joug colonial.

Cette date symbolise l'aspiration des peuples de l'Afrique à l'indépendance, au droit souverain de construire leurs États, disposer de leurs ressources naturelles, œuvrer pour mettre sur pied leurs économies nationales, de regarder avec dignité dans l'avenir.

La Journée de l'Afrique nous interpelle pour commémorer des nombreux martyrs de la lutte anticoloniale – de l'Algérie à l'Afrique du Sud, de la Guinée-Bissau à l'Éthiopie – qui ont donné leurs vies pour la liberté de leurs peuples. La colonisation de l'Afrique, l'idéologie raciste, les atrocités et le génocide des Africains par les colonisateurs resteront pour toujours une page obscure dans l'histoire des ex-métropoles.

Nous sommes fiers que notre pays, la Fédération de Russie, État continuateur de l'Union Soviétique, a joué son rôle dans le processus de décolonisation. L'URSS a été un des auteurs de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux du 14 décembre



Guéorguy Tchepik

1960. L'URSS a résolument soutenu les mouvements de libération nationale dans différents pays. Une fois l'indépendance acquise, notre pays a largement contribué à la mise sur pied de jeunes États africains, de leurs économies et forces armées, a formé des cadres.

Aujourd'hui, la Russie reste toujours attachée à la tradition de l'amitié avec l'Afrique, basée sur le respect mutuel. Le prochain deuxième sommet « Russie-Afrique » (Saint-Petersbourg, 27-28 juillet 2023) et le Forum économique et humanitaire qui l'accompagne donneront un

coup de fouet supplémentaire à l'essor des liens et de la coopération multiforme avec les pays africains.

Depuis l'acquisition de l'indépendance, les États africains ont parcouru un long chemin, ont fait preuve de maturité politique, économique et sociale. Ils constituent un élément important d'un monde émergent qui se veut multipolaire. Les structures d'intégration du continent et des sous-régions sont en train de frayer la voie pour un développement durable au sein d'un espace économique unifié. L'Union africaine s'est imposée en tant qu'un mécanisme de concertation efficace pour faire face aux défis majeurs de nos jours.

La Journée de l'Afrique est aussi une occasion de prendre conscience de la nécessité majeure de préserver les valeurs traditionnelles et familiales qui contribuent à la stabilité sociale et la dignité des Africains. Joyeux anniversaire, Afrique !

Guéorguy Tchepik, ambassadeur de Russie en République du Congo



BGFIBANK CONGO

Le capital social en hausse de 20 milliards francs CFA

L'Assemblée générale des actionnaires de BGFIBank Congo a décidé, le 15 mai, à Brazzaville, de l'augmentation de 30 milliards à 50 milliards francs CFA, soit une hausse de capital de 20 milliards francs CFA. Le président directeur général du groupe BGFIBank, Henri-Claude Oyima, a salué la capacité de la filiale congolaise à poursuivre son développement et à accompagner « de manière forte » ses clients.

L'assemblée générale mixte des actionnaires et le conseil d'administration (CA) de BGFIBank Congo se sont déroulés sous le patronage du président du CA, Jean Dominique Okemba. Cette rencontre des dirigeants de la banque visait à approuver les comptes de l'année écoulée et assurer l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022. Les actionnaires ont ainsi pris connaissance au cours de cette session du rapport de gestion du conseil d'administration sur la marche de la société au cours de l'exercice clos au 31 Décembre 2022, des différents rapports des Commissaires aux Comptes, des rapports sur le projet d'augmentation du capital social de la Banque ainsi que du texte des résolutions. Le compte de l'exercice 2022 s'établit avec un total bilan de 566 milliards de francs CFA, des fonds propres de 75 milliards de francs CFA et d'un résultat net de 9 milliards francs CFA.

L'assemblée générale ordinaire a validé l'augmentation de capital de 30 à 50 milliards de francs CFA.

D'après le PDG du groupe BGFIBank, ce bilan positif est la preuve du dynamisme de la banque poussant ainsi les actionnaires à lui donner plus de moyens et plus d'opportunités pour pouvoir se développer davantage. « Nous lançons un appel aux clients de continuer à faire confiance à cette grande maison BGFIBank, qui reste la première banque du pays, qui a aujourd'hui encore plus de moyens financiers que par le passé, c'est-à-dire des fonds propres renforcés. Venez avec vos projets et BGFIBank Congo vous accompagnera », a affirmé Henri-Claude Oyima.



Une autre information qui témoigne de la bonne santé financière de BGFIBank Congo est relative à la décision de l'assemblée générale de distribuer des dividendes de 15 milliards francs CFA aux actionnaires de la Banque. « BGFIBank Congo est une maison forte, dynamique et prospère », a signifié le PDG du groupe, ajoutant que l'assemblée générale a également voulu

renforcer la capacité de la banque à financer les entreprises locales et à accompagner l'économie nationale. Rappelons qu'au cours de cette session les administrateurs se sont également prononcés favorablement au renouvellement du mandat du président du conseil d'administration pour une durée de quatre ans.

COOPÉRATION

Le président Félix Tshisekedi attendu en Chine

Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a quitté Kinshasa le 23 mai en fin de matinée pour une visite d'Etat de quatre jours en République populaire de Chine, révèle la cellule de communication présidentielle.

La première visite d'Etat du président Tshisekedi, accompagné de la Première dame Denise Nyakeru, sera marquée par la rencontre en tête-à-tête, le 26 mai à Pékin, avec son homologue chinois, Xi Jinping. Invité par les officiels chinois, le président congolais entend échanger avec son homologue sur la redynamisation des relations bilatérales sino-congolaises. «*Nous voulons un partenariat d'Etat à l'Etat, nous souhaitons retrouver cette Chine qui a laissé ses traces indéniables au Congo avec le Palais du peuple, le Pont maréchal et le stade des Martyrs, etc*», a lancé un membre de la délégation présidentielle au moment de quitter Kinshasa.

A l'occasion du 50e anniversaire de la normalisation des relations diplomatiques sino-congolaises en novembre 2022, le président Tshisekedi, dans un entretien téléphonique avec le président Xi Jinping, avait «salué les relations bilatérales tout en évoquant sa détermination d'approfondir sans cesse l'amitié traditionnelle



Le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, quittant Kinshasa/DR

entre les deux pays et à promouvoir le partenariat stratégique RDC-Chine pour obtenir des nouveaux résultats dans l'intérêt des deux peuples».

Pour sa première visite d'Etat en Chine, le président Tshisekedi

a un agenda très chargé. Outre les hauts dirigeants chinois, il va consacrer un peu plus de temps pour des échanges économiques avec le monde des affaires. Après Pékin, il est attendu à Shanghai, Hong-Kong et Shenzhen. A cette

dernière étape, il devrait rencontrer des entrepreneurs chinois dont le géant de la téléphonie, Huawei. Il est prévu la signature d'un accord de coopération entre la RDC à travers le ministère du Numérique et la chinoise Huawei.

La présence des membres du cabinet du chef de l'Etat et de près de dix membres du gouvernement central présage de la diversité des dossiers à traiter en Chine. Le vice-Premier ministre chargé de la Défense, Jean-Pierre Bemba; le vice-Premier ministre chargé des Affaires étrangères, Christophe Lutundula; la ministre d'Etat à l'Environnement, Ève Bazai-ba; le ministre des Finances, Nicolas Kazadi; la ministre des Mines, Antoinette N'samba; le ministre du Numérique, Eberande Kolongele; et le ministre de la Communication et Médias, Patrick Muyaya, sont dans la suite du président Tshisekedi. Notons qu'en 2008, la RDC a signé un partenariat économique avec un groupe des entreprises chinoises pour une exploitation des minerais contre les infrastructures. Qualifié de léonin, ce contrat chinois n'a pas produit les résultats attendus. Sur la base d'un rapport parlementaire et celui de l'Inspection générale des finances, il a été recommandé une renégociation de ce contrat.

Alain Diasso

HYDROCARBURES

Le pétrole, un secteur de diversification pour la RDC

Après le lancement, fin juillet 2022, d'un appel d'offres inédit pour une trentaine de blocs pétroliers et gaziers, des nouvelles intéressantes arrivent de l'ouest de la République démocratique du Congo (RDC). Il s'agit de la mise en place d'une nouvelle plate-forme pétrolière baptisée «**Magisus**» par la franco-britannique Perenco, seule société productrice de brut sur l'étendue du territoire national.

Déterminée à se hisser au rang de grand pays producteur en Afrique, la RDC a lancé, le 22 juillet 2022, l'appel d'offres le plus audacieux de son histoire comprenant un total de vingt-sept blocs pétroliers et trois gaziers. A l'issue du processus du reste très médiatisé, quelques blocs principalement gaziers ont été attribués, dès janvier dernier, à des sociétés canadiennes et américaines. Pour l'instant, toute la production pétrolière du pays, variant entre 20 000 et 25 000 barils par jour, est localisée dans la seule province du Kongo central. Des gisements off-shore et on-shore situés dans le bassin de Muanda sont exploités par la société Perenco qui a repris les anciennes concessions de Chevron en 2000. Il s'agit, d'ailleurs, de la seule société à produire et à exporter du pétrole brut provenant de ses champs matures.

Le 20 mai, de nombreux invités de marque ont répondu à l'invitation de la société qui vient de lancer en grande pompe une nouvelle plate-forme pétrolière, Magisus. Pour nombre d'analystes, il s'agit d'un événement important pour son impact sur les productions futures et la réduction du gaz torché. Au cours des deux dernières années, la société pétrolière s'est préparée pour lancer une campagne d'exploration et redévelopper son champ pétrolier GCO. Ce dernier comprend globalement deux puits

d'exploration, treize nouveaux puits forés, deux nouvelles plateformes (Epona et Magisus) ainsi que des dizaines de kilomètres de nouveaux pipelines et câbles électriques.

Avec ces investissements massifs dans un secteur qui bénéficie aujourd'hui d'un véritable regain d'attention, la société Perenco prend un nouvel élan. Le Magisus, explique-t-elle, vise à soutenir le développement du champ GCO, à optimiser la production actuelle tout en réduisant considérablement l'empreinte carbone, et à préparer l'avenir de la valorisation du gaz off-shore. Le dernier point intéressant au plus haut point nombre de spécialistes de l'environnement d'autant plus qu'il touche la question très sensible du gaz torché. La société utilisera le Magisus comme support pour installer de la compression de gaz en vue de fermer la boucle de gaz haute pression nécessaire à la production. «Cela permettra de produire les nouveaux puits forés en 2023-2024 et de réduire considérablement le volume de gaz torché. Une réduction des émissions d'environ 120 000 tonnes de gaz carbonique par an est attendue grâce au Magisus». Pour rappel, Perenco est spécialisée dans la reprise, la rénovation, l'adaptation et le redéveloppement de l'existant afin de valoriser les ressources.

Laurent Essolomwa

ÉLIMINATION DE LA FISTULE OBSTÉTRICALE

Le ministre de la Santé appelle à la prise de conscience

Le monde entier célèbre chaque 23 mai la Journée internationale d'élimination de la fistule obstétricale. Pour cette année, le thème retenu est «**20 ans après : des progrès insuffisants ! Agissons maintenant pour éliminer la fistule d'ici 2030**».

En République démocratique du Congo (RDC), la journée a été marquée par l'adresse à la nation du ministre de la Santé, Hygiène et Prévention, le Dr Samuel Roger Kamba, rappelant que la fistule obstétricale demeure un problème de santé publique. La fistule obstétricale, a-t-il dit, constitue un des plus grands drames chez la femme de par ses répercussions qui sont à la fois médicales, économiques, psychologiques et sociales. Les femmes vivant avec une fistule obstétricale, a-t-il fait savoir, sont extrêmement gênées par le fait de ne pas pouvoir contrôler l'émission de leurs urines. «*Leur douleur et leur honte peuvent être encore renforcées par des infections à répétition, des lésions vaginales, une stérilité pouvant rendre leur vie pénible*», a-t-il indiqué.

Face à ce drame, le ministre Samuel Roger Kamba a appelé à la prise de conscience quant à la gestion rationnelle des fonds alloués pour lutter contre ce fléau qui marginalise la femme. «*La fistule obstétricale constitue un problème de santé publique dans notre pays. Elle met la femme, qui en est porteuse, au ban de la société et ternit son avenir. Il nous appartient tous d'en prendre conscience pour amener tous les investissements à servir directement pour les besoins pour lesquels ils ont été donnés*», a-t-il poursuivi.

Plus de deux millions de femmes souffrent des fistules obstétricales à travers le monde, a affirmé le ministre de la Santé, estimant à plus de deux millions de jeunes femmes vivant avec une fistule obstétricale non soignée, et que cinquante à cent mille nouveaux cas surviennent chaque année. Il est probable que ces chiffres, a-t-il renchéri, soient sous-estimés parce que ces jeunes filles ou ces femmes ont tendance à vivre

dans la honte, le silence et l'isolement, et ne sont pas connues du système de santé.

A en croire le patron de la santé, en RDC, les données récentes notifiées en 2022 dans le DHIS2 relèvent 3161 cas des fistules obstétricales notifiés sur toute l'étendue du territoire national. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène, à savoir les mariages et maternités précoces, la pratique courante de l'accouchement à domicile sans aucune assistance d'un personnel qualifié, la faible disponibilité des services de soins obstétricaux et néonataux d'urgence, la faible utilisation des méthodes de planification familiale moderne et la faible accessibilité géographique et financière.

Face à cette situation, le ministre Samuel Roger Kamba a souligné que le gouvernement et ses partenaires multiplient des stratégies idoines en vue d'infléchir les tendances. C'est dans ce cadre que le ministère de la Santé, à travers le Programme national de santé de la reproduction, organise depuis 2006 des campagnes de réparation de la fistule obstétricale avec l'appui du Fonds des Nations unies pour la population. Dans la même optique, le ministère et ses partenaires ont mis en place un comité national de pilotage pour l'élimination de la fistule obstétricale, un programme de formation pour la prise en charge des femmes porteuses de fistule obstétricale.

Le ministre de la Santé, Hygiène et Prévention a loué les efforts du chef de l'Etat dans le cadre de la couverture sanitaire universelle et remercié les différents bailleurs de fonds qui accompagnent la RDC, surtout tous les chirurgiens réparateurs de la fistule obstétricale pour leur bravoure et leur apostolat.

Blandine Lusimana

MUSIQUE

Des artistes ivoiriens invités au Fespam

Les artistes ivoiriens sont invités à participer à la 11^e édition du Festival panafricain de musique (Fespam) qui aura lieu du 15 au 22 juillet prochain, à Brazzaville.

L'invitation a été transmise à la ministre ivoirienne de la Culture et de la Francophonie, Françoise Remarck, par son homologue congolaise, Lydie Pongault, en marge du Salon international du livre d'Abidjan (Sila) qui s'est tenu du 9 au 13 mai dernier et dont la République du Congo avait été l'invitée d'honneur.

Au cours de ces retrouvailles marquées à la fois par les allocutions et les ateliers, la délégation congolaise, forte d'une dizaine d'écrivains et d'autres professionnels du livre, a eu des échanges fructueux avec tous ses partenaires. Des prises de parole des autorités ivoiriennes, il en ressort une reconnaissance du rayonnement international de la littérature congolaise ; la nécessité de penser le livre comme levier de l'inclusion sociale et du développement des économies, à travers notamment la mise en place des industries culturelles et créatives et le renforcement des liens d'amitié et de la coopération culturelle entre le Congo et la Côte



Photo de famille après les échanges entre les deux ministres Adiac

d'Ivoire.

Par ailleurs, les discussions entre les deux ministres, qui ont eu lieu en marge du salon, ont porté essentiellement sur la mise en application de l'Accord de coopération culturelle et artistique entre le Congo et la Côte d'Ivoire du 22 novembre 2022 ; le sta-

tut et le cadre juridique de l'artiste et des professionnels de la culture et des arts ; la restitution des œuvres d'art africain ; la réforme du corpus juridique régissant le fonctionnement des institutions en charge de la gestion collective que sont le Bureau ivoirien du droit d'auteur et

le Bureau congolais du droit d'auteur ; le développement des industries culturelles et créatives, à travers la création ou l'augmentation des fonds dédiés à la création et à l'action culturelle ; les formations professionnalisantes dans les domaines artistiques et d'expertise culturelle ; l'appui ou la

relance des centres de lecture et d'animation culturelle en zones urbaines et rurales ; la construction ou la rénovation d'infrastructures culturelles ainsi que la préservation du patrimoine.

En effet, la participation du Congo au Sila constitue un premier pas dans la démarche de mise en application de l'accord susmentionné. De plus, il s'agit également de la nécessité d'un dialogue ouvert avec les experts des pays africains au sujet de la restitution des œuvres d'art, laquelle est régie par le Rapport Jean Luc Martinez, loi-cadre fixant les critères de restitution des œuvres dans le but de faire bloc et de repenser les critères jugés eurocentrés. De la même manière, la participation du Congo au Sila devrait permettre d'établir des objectifs chiffrés en termes d'organisation d'événements culturels dans les grandes villes et dans l'arrière-pays afin d'apporter un dynamisme aux vies culturelles nationales.

Roger Ngombé

FESTIVAL INTERNATIONAL DE POÉSIE DE RÂMNICU VÂLCEA EN ROUMANIE

Rudy Malonga présente le projet «Livres en fête»

En marge du déroulement du premier Festival international de poésie de Râmnicu Vâlcea en Roumanie, du 19 au 21 mai, ayant mis le Congo à l'honneur, Rudy Malonga, arrière-petit-fils de Jean Malonga, a présenté son projet «Livres en fête». Une occasion de redonner vie à l'auteur du roman *Cœur d'Aryenne* paru en 1953, œuvre reconnue unanimement comme étant le «le roman fondateur» de la littérature congolaise.

La période de la mi-mai, pour les autorités municipales de Râmnicu Vâlcea, est initialement prévue pour célébrer le six cent trente cinquième anniversaire d'attestation documentaire de la ville roumaine.

Cette année, en partenariat avec le Conseil local de la commune de la ville hôte, sous le patronage de l'Archidiocèse Râmnicu, les membres de l'association «Ordessos» ont plutôt saisi cette occasion pour accoler à cette célébration un premier festival international de poésie intitulé «Râmnicuq est une métaphore», ayant pour objectif de redonner l'attrait culturel d'antan à la ville carrefour située au confluent de l'Olt, à 180 Km de Bucarest.

De ce fait, les organisateurs ont invité le public à découvrir les œuvres de cinquante-cinq poètes de renom regroupées dans une anthologie. Parmi eux, la Haïtienne Ferdy Ajaxou, la Roumaine Marilena Lica Ma-

sala ou le Congolais Jean-Baptiste Tati-Loutard à qui une distinction spéciale a été dédiée à titre posthume.

C'est dans ce contexte, en présence de Gheorghe Smeoreanu, directeur du festival et de festivaliers, que Rudy Malonga a livré les contours de son projet «Livres en fête» lors de la séance plénière du 19 mai, à la bibliothèque municipale Râmnicu Vâlcea. « Il s'agit de redonner vie à l'auteur à partir d'un livre paru à l'époque coloniale », a-t-il expliqué.

Il a confié que « lancer la série de rencontres littéraires au Congo dédiées à faciliter l'accès au livre à partir de la Roumanie, pays de l'Europe de l'Est où l'on dénombre près de deux millions de locuteurs de la langue française, cela constitue une réelle volonté de renouer le lien culturel avec ce pays membre de la Francophonie qui a accueilli en son temps plusieurs

étudiants congolais dans ses universités ».

L'arrière-petit-fils de Jean Malonga a choisi de renouer ce lien en référence du livre fondateur de la littérature congolaise. Un roman où le lecteur découvre le jeune homme Mambéké, héros du livre qui est amoureux de Solange, la fille d'un colon cruel, Roch Morax. Soixante-dix ans après, ce roman politique demeure d'actualité. Il a permis d'ouvrir la voie à l'expression écrite en relais de la littérature orale traditionnelle constituée d'une œuvre de plusieurs siècles de sagesse, de finesse, de joie, de souffrances, de rêves, le tout contenu dans les proverbes, devinettes, chansons, contes ou légendes. De cette initiative itinérante, il envisage porter le livre au plus près de la population et, redonner ainsi, par la même occasion, une envie de lire à tous.

En tant que journaliste et promoteur de la littérature, Gheor-



ghe Smeoreanu a salué cette initiative. Il s'est dit enthousiaste au point de cautionner dans une lettre d'intention, après l'accord des ayants droit,

un engagement à vouloir pour la circonstance traduire en roumain et rééditer le roman de Jean Malonga.

Marie Alfred Ngoma

COUPE DU MONDE 2026

Le calendrier des éliminatoires zone Afrique approuvé

Le tirage au sort des qualifications pour la zone Afrique aura lieu le 12 juillet à Cotonou, au Bénin, la veille de l'assemblée générale ordinaire de la Confédération africaine de football (CAF).

Le comité exécutif de la CAF a approuvé le format et les dates des éliminatoires de la Coupe du monde 2026 qui regroupera cette fois-ci quarante-huit équipes contre trente-deux lors des précédentes éditions. Le nombre des représentants africains est passé de cinq à neuf qualifiés directement. Le nouveau format ayant exclu les préliminaires donne la chance à toutes les cinquante-quatre sélections africaines de prendre le départ. Neuf groupes de six chacun seront constitués. Les vainqueurs de chaque groupe se qualifieront automatiquement pour l'Amérique, le Mexique et le Canada, les trois pays co-organisateurs de la Coupe du monde.

Les quatre meilleurs deuxièmes des groupes joueront un tournoi de barrage de la CAF dont le vainqueur participera au tournoi de barrage de la FIFA. Les deux premières journées sont programmées



L'Argentine, tenante du titre/AFP

pour les 13 et 21 novembre prochain. Les troisième et quatrième journées se disputeront les 3 et 11 juin 2024. Les cinquième et sixième journées se joueront les 17 et 25 mars

2025. Les septième et huitième journées se disputeront du 1er au 9 septembre 2025 et les deux dernières journées du 6 au 14 octobre 2025.

Le tournoi de barrage CAF

aura lieu du 10 au 18 novembre 2025 et celui de la Fifa, qui impliquera six équipes des différentes confédérations, est fixé en mars 2026 à l'issue duquel deux sélections complète-

ront la liste des qualifiés. Une opportunité pour un dixième représentant africain de participer à la première Coupe du monde à quarante-huit équipes.

James Golden Eloué

MMA

L'association congolaise reçoit l'appui de la confédération africaine

La Confédération africaine et l'Association congolaise de mixte martial art (MMA) ont paraphé, le 16 mai, au siège de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fécojuda), un protocole d'accord de reconnaissance dans lequel l'instance africaine s'est engagée à animer plusieurs stages au Congo pour assurer la vulgarisation de cette discipline peu connue au pays.

La cérémonie s'est déroulée en présence de Jean Malanda, secrétaire général adjoint de la Fécojuda à laquelle l'association congolaise est affiliée. « C'est un rêve qui devient une réalité. Par nos efforts, nous avons réussi à convaincre la confédération à déléguer un représentant dans un pays où le MMA n'a jamais existé. Nous aurons des stages de préparation. C'est important. Nous avons aussi l'obligation d'apprendre et de former les juges arbitres, entraîneurs et athlètes. Le travail à la base doit être fait, c'est-à-dire en initiant les tout petits », a commenté Hurçus Samba, le président de l'Association congolaise visiblement satisfait de la reconnaissance de la Confédération africaine. Au terme de cette signature, Me Baygon Bombomba, président de la Fédération de la République démocratique du



Hurçus Samba et Baygon Bombomba signant le protocole d'accord/Adiac

Congo (RDC) qui a représenté la Confédération, a plaidé en faveur de la mise en place d'une fédération au Congo. « Je demanderai aux au-

torités de faciliter le changement de statut de cette association pour qu'elle devienne une fédération en vue de permettre à la

confédération d'envoyer des experts pour assurer la formation des formateurs, des entraîneurs et arbitres. On ne peut pas pratiquer une

« Faciliter le changement de statut de cette association pour qu'elle devienne une fédération en vue de permettre à la confédération d'envoyer des experts pour assurer la formation des formateurs, des entraîneurs et arbitres. On ne peut pas pratiquer une discipline sans connaître l'arbitrage »

discipline sans connaître l'arbitrage », a-t-il expliqué.

La création de la fédération s'inscrit, selon lui, dans la vision de rendre les athlètes de l'Afrique centrale plus compétitifs. « Nous voulons que l'Afrique noire soit développée. Si tous les pays d'Afrique centrale ont des fédérations, cela va nous permettre d'être compétitifs », a souligné Me Baygon Bombomba.

La confédération a rassuré quant à l'appui matériel. La dotation en protège-pieds et dents ainsi que des gants se fera dans les brefs délais. « Le reste viendra avec le temps. Ce qui est plus important, c'est la cage. Le MMA doit se faire dans une cage, pas sur le sable ou dans un dojo. Le plus important est de savoir comment ramener une personne à terre », a précisé le président de la Fédération de la RDC.

J.G.E.

FESTIVAL POINTE-NOIRE EN SCÈNE

Fredy Massamba attendu à la huitième édition

L'artiste musicien Fredy Massamba livrera un concert dans la ville océane, le 25 mai, à l'Institut français du Congo (IFC), dans le cadre de la huitième édition du festival international Pointe-Noire en scène. Une occasion pour lui de présenter au public son nouvel album « Trancestral ».

Le grand rendez-vous musical de la saison organisé par l'entreprise culturelle Debayonne World revient, pour la huitième édition, dans la capitale économique congolaise du 25 au 28 mai. Comme chaque année, le festival international Pointe-Noire en scène proposera plusieurs concerts, accessibles au plus grand nombre, sur la grande scène de l'IFC.

Parmi les artistes attendus, Fredy Massamba, talentueux et adulé de tous. Pendant ce festival, il prouvera une fois de plus que sa place est sur scène. Entre chorégraphies et prestations vocales pointues, son enthousiasme sera communicatif. Il mettra du cœur à l'ouvrage pour proposer aux spectateurs une prestation minutieuse.

L'artiste va remonter sur scène pour interpréter ses anciens succès mais également présenter au public son nouvel album « Trancestral », qui signifie la transe que nous procurent les joies de retourner aux racines ancestrales. Un disque produit par l'artiste lui-même



en collaboration avec Didier Touch, Rodriguez Vangama qui était déjà de la partie pour son précédent opus, et enregistré entre Yaoundé, Bruxelles, Paris et Montréal.

Ces lieux ont chacun apporté leur touche à l'album composé de hip-hop, soul, rumba congolaise et rythmes traditionnels de l'Afrique centrale. On y retrouve la participation d'artistes d'Afrique, d'Europe et d'Amérique tels que Lokua Kanza

(République démocratique du Congo), Djely Tapa (Mali/Canada), Wandah (Congo), Suka Ntima (Belgique/Rwanda) et Funkis (Cameroun). À travers un jeu de chant polyrythmique et polyphonique mixé dans un groove imparable de sonorités des peuples ruraux et urbains, Fredy Massamba a revisité son royaume d'enfance. Sa force réside à interpréter sa musique, en plus d'être derrière sa création avec une parfaite maîtrise

mêlée d'une touche d'improvisation.

Créé en 2015, Pointe-Noire en scène est un festival de musiques métisses et des arts qui met en lumière des artistes qui marquent leur temps et leur environnement, mais qui échappent à l'aspect commercial de la musique et différents modes d'expression déployés par les arts visuels et de la scène. Depuis sept ans, ce festival fait vibrer la ville océane

avec des sonorités et rythmes d'ici et d'horizons divers, avec également des éditions spéciales favorisant un pont artistique entre Pointe-Noire et les autres villes. Il a pour objectif de promouvoir activement les jeunes talents de Pointe-Noire en leur permettant de partager, d'échanger, d'apprendre et de transmettre au milieu d'artistes nationaux et Internationaux.

Notons que Pointe-Noire en scène a su s'imposer comme un événement phare, festif et fédérateur autour de la musique live. Réunissant le meilleur de la scène congolaise et internationale, incarnée par des artistes confirmés ou en devenir, ce festival, à la programmation variée, réunit chaque année un public intergénérationnel, issu de tout horizon, avec plusieurs festivaliers. La particularité majeure de cette huitième édition est axée sur une vision « Back to the roots », c'est-à-dire retour aux sources avec des modes d'expression permettant d'éveiller les consciences.

Hugues Prosper Mabonzo

LITTÉRATURE

Le Pr Jean-Bernard Nkoua Mbon entre dans le monde de l'écriture

« Le parcours d'un enfant de Poto Poto, l'indoubile » et « Le carabin, l'oncologue » sont les deux ouvrages écrits par le Pr Jean Bernard Nkoua-Mbon. Ils ont été présentés le 22 mai, à Pointe-Noire, au cours d'une matinée littéraire qui a réuni des médecins, le corps médical et le public.

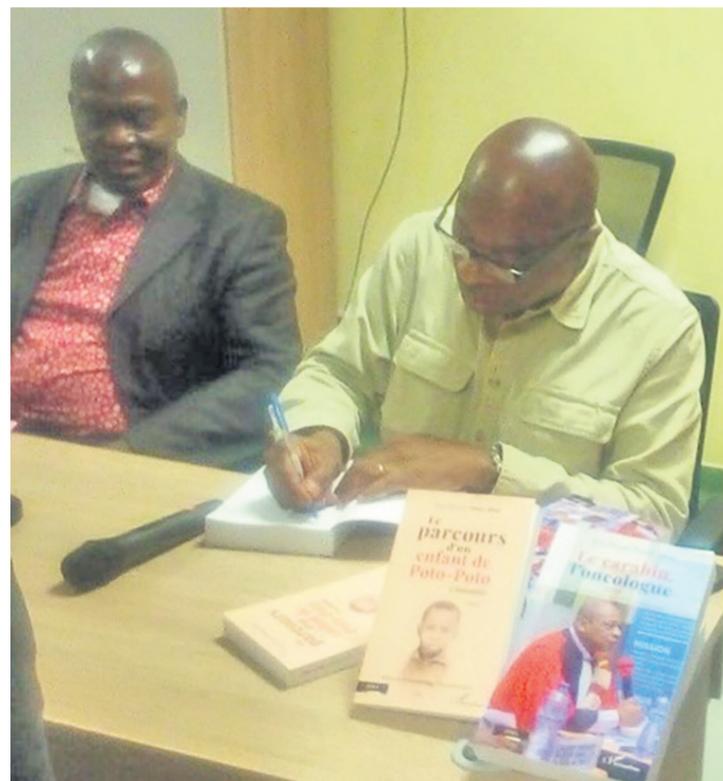
Parus aux Editions LHarmattan, les deux ouvrages préfacés par le Pr Richard Roger Urbain Bileckot sont des récits autobiographiques qui abordent le parcours jonché d'embuches d'un gamin, à l'enfance difficile, mais qui, au prix de mille et un efforts, est devenu un homme dans la vie. « Le parcours d'un enfant de Poto Poto, l'indoubile » est l'histoire de cet enfant orphelin de père dès le bas-âge, presque perdu pour la vie, puisque déscolarisé mais qui revit grâce au petit boulot, notamment en étant docker au beach de Brazzaville. Grâce à son frère aîné, il est rescolarisé à Jacob, aujourd'hui Nkayi, puis franchit toutes les étapes du cycle scolaire jusqu'à devenir étudiant et plus tard universitaire. « J'ai voulu li-

vrer ce message à la jeunesse désœuvrée, vulnérable et déscolarisée, qui, abandonnée à elle-même, se livre aux déviances de toutes sortes (violence aveugle, banditisme, racket, vol, braquage...). Ce livre devrait être lu par tous les enfants désœuvrés, car il peut être une thérapie à leur angoisse et aux difficultés existentielles endurées », a dit l'auteur.

Quant au second ouvrage, « Le carabin, l'oncologue », c'est un récit autobiographique qui raconte le parcours professionnel de l'auteur, de sa réussite au baccalauréat à l'agrégation en oncologie médicale, en passant par la formation en médecine à l'Institut supérieur des sciences de la santé (Inssa) de l'Université Marien-Ngouabi, à Brazzaville, et par la spé-

cialisation en oncologie médicale auprès du Pr Klastersky, à l'Institut Jules-Bordet, Centre des tumeurs de l'Université libre de Bruxelles, en Belgique. « Ce livre est un hymne à la persévérance et à l'effort. Il exhorte à poursuivre un objectif dans la vie, à ne pas se laisser abattre », écrit le préfacier Pr Richard Bileckot.

Partisan et fervent défenseur du mérite ainsi que de la compétence, récusant avec véhémence l'injustice, le Pr Jean-Bernard Nkoua-Mbon, en écrivant cet ouvrage, veut montrer que la vie sur terre est jonchée d'obstacles divers qu'il faut surmonter sans cesse par la volonté, la pugnacité et l'adversité. Selon lui, le découragement, l'apathie, la résignation et le désespoir n'ont pas de place dans un monde



Le Pr Jean-Bernard Nkoua Mbon dédicant ses ouvrages/Adiac

où doivent être prônés l'espérance et l'optimisme. Plusieurs de ses collègues médecins, des anciens étudiants de l'Inssa, le corps médical présent à l'activité l'ont félicité pour cette initiative qui honore la corporation et qui le fait entrer dans le cercle des écrivains médecins.

Jean -Bernard Nkoua Mbon est de nationalité congolaise. Professeur émérite, il est ti-

tulaire de la chaire de cancérologie médicale de la Faculté des sciences de la santé de l'Université Marien-Ngouabi. Il est, par ailleurs, directeur du diplôme d'études spéciales de cancérologie médicale à la Faculté des sciences de la santé de l'Université Marien-Ngouabi et chef de service de cancérologie médicale au Centre hospitalier universitaire de Brazzaville.

Hervé Brice Mampouya

DISPARITION

La presse a rendu un dernier hommage à Pascal Moufouma

Décédé le 9 mai, Pascal Moufouma, journaliste à Radio Pointe-Noire, a reçu le dernier hommage de la corporation, le 20 mai.

Fils de Georges Madzou et de Julienne Djeli, Pascal Moufouma est né le 24 septembre 1968 à Komono, dans le département de la Lékoumou. Son cursus scolaire débute à l'école primaire Joseph-Kata de Komono où il obtient le Certificat d'études primaires et élémentaires en 1980. Sur place, il poursuit ses études secondaires au collège d'enseignement général Albert-Niangoula, sanctionnées par le Brevet d'études moyennes générales en 1987. Il part ensuite de Komono pour Pointe-Noire où il s'inscrit en série A, au lycée Karl-Max. Quelques années plus tard après avoir manqué le baccalauréat A4, une autre porte s'ouvre à lui et il s'intéresse au journalisme, tant il écoutait passionnément Radio Pointe-Noire, l'unique de la place au début des années 1990.

Animé par l'envie et la volonté d'apprendre puis de pres- ter dans ce métier, Pascal

résolument de rejoindre certains autres jeunes qui exprimaient la même passion, en acceptant de faire du bénévolat. Il constitua avec ces derniers le groupe de collaborateurs extérieurs. C'est pendant près d'une quinzaine d'années qu'il supporta ce statut de bénévole et collaborateur pour enfin être recruté comme journaliste en 2006 à la fonction publique congolaise.

Il a longtemps évolué dans deux services distincts, à savoir la rédaction et les programmes ainsi que la production. Il oscillait ainsi entre la présentation des journaux parlés en langue nationale lingala, les reportages de terrain, l'animation radiophonique et la production de l'émission « La course au quotidien ». L'homme avait aussi collaboré avec le service des sports de Radio Congo Pointe-Noire.

Lisant l'oraison funèbre, Francis Kassa Bousougou, rédacteur en chef à Ra-



Pascal Moufouma / Adiac

dio Congo Pointe-Noire, a rappelé qu'il y a quelques années, Pascal Moufouma s'était confié à lui alors qu'il assumait encore les fonctions

de chef de service des programmes et de production, lui demandant de ne plus le programmer aux animations d'antenne, à cause de petits

soucis de santé. Demande à laquelle il lui accorda son avis favorable.

« On pouvait aussi retenir de Pascal, entre autres, traits de caractère, un homme direct avec un franc-parlé qui pouvait aussi bien gêner qu'embrasser l'interlocuteur ou le groupe. Au mieux de sa forme, Pascal ne fuyait pas le boulot, il accomplissait sa tâche. Taquin, piquant, un peu provocateur et moqueur, il aimait créer l'ambiance en montrant aussi son côté hilarant, donc souvent souriant. Il pouvait, quelquefois, souffler le chaud et le froid, c'était sa façon de créer l'ambiance. Pascal savait susciter et nourrir le débat en conférence de rédaction, réunion au cours de laquelle les journalistes débattent et retiennent les sujets devant faire l'objet d'information dans les journaux télévisés, parlés ou écrits. Pascal était célibataire, il partageait sa vie avec une compagne et laisse deux enfants », a signifié Francis Kassa Bousougou.

Séverin Ibara

NÉCROLOGIE



Le Directeur de l'administration et des ressources humaines porte à la connaissance de l'ensemble du personnel de la Présidence de la République que les obsèques de Monsieur BOBOT Edmond Pascal décédé le dimanche 07 mai 2023 au CHU de Brazzaville auront lieu le vendredi 26 mai 2023 au cimetière du centre-ville selon le programme ci-après
09h00 levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville
10h exposition et recueillement à la salle VIP de la morgue; les autorités, la famille les amis et les connaissances
10h45 départ pour le sénat
11h00 départ pour la fédération PCT Mpila
12h00 départ pour l'église saint Anne de Poto Poto
14h00 départ pour les cimetières du centre-ville
16h00 Retour du cimetière et fin de la cérémonie.



Les enfants Addhas et Soumbo Yemoude ont le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissance le décès de leur sœur Marguerite Edith Soumbo Yemoude alias Maguy survenu le jeudi 4 mai 2023.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au croisement de la rue CFCO avenue Mfoa.

Le programme de l'inhumation se présente comme suit :

Mercredi 24 mai 2023

9h00 : levée de corps à la morgue municipale du CHU

10h00 : recueillement au domicile familial ;

11h00 : départ pour la Basilique Sainte-Anne ;

12h00 : départ pour le cimetière Bouka Kintélé ;

16h00 : fin de la cérémonie.

Léa Milandou Nzoumba, Banzouzi Samba, Jeanne Samba, Christine Niloubakoudi, Arsène Samba, Marthe Yengo ont le regret d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur mère, tante et grand-mère Pélagie Bakouetela, survenu le 13 mai 2023 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient à Madibou, au quartier Kibina.

Le programme des obsèques se présente comme suit :

Samedi 27 mai 2023 :

Levée de corps et inhumation Samba Alphonse.



TRANSPORT

Des administrateurs de la Banque mondiale visitent le PAPN

En séjour de travail en République du Congo, une mission de la Banque mondiale a effectué une visite guidée des installations portuaires peu après l'échange avec les responsables.

Conduite par Dalhia Khalifa, directrice régionale de la Banque mondiale en Afrique centrale au Liberia, au Nigeria et en Sierra Leone qui avait à ses côtés Abdoul Salam Bello, directeur exécutif de la Banque mondiale en République du Congo, et Korotoumou Ouattara, représentant résident de la Banque mondiale au Congo, la délégation a échangé avec les responsables du Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) avant d'effectuer une visite guidée des infrastructures et équipements.

Dans l'enceinte portuaire, la délégation a été reçue par Bernard Serges Bouya, directeur général adjoint du PAPN qui, après les civilités d'usage, l'a remerciée pour cette visite qui honore sa structure. Un document vidéo mettant en relief les performances du port et les différentes opportunités



La photo de famille à la fin de la visite de la délégation de la Banque mondiale/Adiac

offertes aux partenaires et clients a ainsi été projeté à l'issue des échanges.

La visite guidée des installations du PAPN a permis aux administrateurs du port de toucher du doigt les perfor-

mances de l'institution portuaire qui, depuis quelque temps, ne cesse de se moderniser avec l'aménagement et la construction des quais, le développement du terminal à conteneurs et

l'équipement des autres infrastructures rendant plus attractive et compétitive la structure portuaire.

A la fin de la visite, les administrateurs de la Banque mondiale ont exprimé leur

sentiment de satisfaction. Un appui multiforme, le cas échéant, pourrait traduire la collaboration avec l'institution financière en tenant compte des besoins exprimés par le PAPN, a dit la directrice régionale de la Banque mondiale au Congo. Signalons que depuis 2022, le PAPN exécute son plan stratégique 2022-2026 avec pour point de mire de redevenir la porte océane de l'Afrique centrale. Pour ce faire, il veut être ce port qui conforte et développe sa position de grand port de transbordement, un port poumon économique qui dessert son hinterland proche et un vaste hinterland en Afrique centrale, faire de Pointe-Noire un « Smart port », c'est-à-dire un port soucieux de la protection de l'environnement, digitalisé et attractif en termes de tarifs et de délais.

Hervé Brice Mampouya

Un appui multiforme, le cas échéant, pourrait traduire la collaboration avec l'institution financière en tenant compte des besoins exprimés par le PAPN, a dit la directrice régionale de la Banque mondiale au Congo.

INFRASTRUCTURES PORTUAIRES

Le Groupe turc Albayrak veut participer au développement du PAPN

En visite de travail au Port autonome de Pointe-Noire (PAPN), Ahmet Albayrak, président directeur général du Groupe Albayrak, s'est dit ravi de participer au projet de modernisation et de développement de cette infrastructure, en y apportant leur expertise et leur savoir-faire qui ne se démentent plus dans le domaine portuaire.

Reçue par Séraphin Bhalat, directeur général du PAPN, la délégation turque conduite par Ahmet Albayrak, directeur général du Groupe Albayrak, qui avait à ses côtés Yunus Yilmaz, son directeur général, a visité les installations du PAPN, notamment les sites où sont exécutés les travaux de modernisation de l'enceinte portuaire avec la construction des nouveaux quais et des autres infrastructures. Une enceinte portuaire en perpétuelle mutation afin de faire face à la vive concurrence des ports voisins. Face à cet enjeu, le savoir-faire des partenaires à l'expertise avérée en la matière, à l'instar du Group Albayrak de Turquie, est plus que nécessaire. Ainsi, se justifie le séjour de travail des responsables du Groupe turc Albayrak.

Selon le président directeur général du Groupe Albayrak, « Pointe-Noire est un grand port qui joue un rôle



important dans la sous-région où transitent plusieurs marchandises de différents pays de la sous-région et d'ailleurs. C'est un port de transit. C'est pourquoi, il faut réfléchir au projet de son extension qui va permettre d'augmenter les quantités de marchandises en transit ».

Avec ce plan de développement, il est donc possible d'envisager l'augmentation du flux de transit

des marchandises qui seront bénéfiques pour le Congo et les pays voisins. « La société a une grande capacité de manœuvre dans les secteurs d'activités maritimes. Elle a les types d'équipements qu'il faut pour ce genre de travaux puisqu'elle possède des bateaux de dragage, des ingénieurs et le savoir-faire nécessaire. Les besoins du port et nos intentions se réconcilient, c'est

ce qui explique notre visite dans les installations du port et voir ce que l'on peut faire ensemble », a renchéri le directeur général du Groupe Albayrak.

Albayrak Group est un conglomérat multinational turc basé à Istanbul, en Turquie. Pendant les trois premières décennies, il a été une entreprise de construction. Depuis 1982, il a diversifié ses activités en plusieurs secteurs (transport, logistique, gestion des déchets et médias). Avec de nombreuses usines dans l'industrie, il figure parmi les meilleures entreprises de construction en Turquie. Albayrak Group a construit des milliers d'immeubles d'habitation, des stades, des métros et plusieurs infrastructures portuaires. La société a investi dans un port en Turquie, à Alexandrie, à Mogadiscio, au port de Conakry, en le ramenant au premier rang de la sous-région.

BAD/SANTÉ

Le défi de l'industrie pharmaceutique africaine

Nouveaux financements, transfert de technologies, partage des données, base juridique : la quête d'un environnement propice à l'implantation d'une industrie pharmaceutique africaine au menu d'une table ronde organisée en marge des 58^{es} assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD).

L'Afrique est-elle en mesure de promouvoir la fabrication des produits qu'elle consomme dans le domaine sensible, concurrentiel et finalement très fermé de l'industrie pharmaceutique ? Cette question a fait l'objet d'un exposé mené par un panel d'experts et officiels africains ainsi qu'étrangers, le 22 mai, au centre international des congrès de Charm el-Cheikh, en Egypte. Le but était de présenter la place de la Fondation africaine pour la technologie pharmaceutique (APTF) dans le dispositif sanitaire du continent comme mécanisme du bien-être de sa population.

Dans son mot liminaire, le président de la BAD a souligné que la problématique du médicament est étroitement liée au développement du continent dont les nombreuses ressources naturelles, encore inexploitées, ne peuvent l'être à son profit si la santé des Africains n'est pas une priorité. Akinwumi Adessina a appelé à poursuivre les efforts en matière de recherche/développement, en s'appuyant sur l'expertise qui existe sur place en Afrique, mais également en concluant avec des investis-

seurs des accords susceptibles d'apporter des financements adéquats. Le partenariat public-privé reste l'une des options car il apporte la garantie que les initiatives prises seront menées à leur terme.

Les panelistes ont encouragé l'Afrique à capitaliser sur les nombreuses expériences sanitaires qu'elle a vécues, les dernières en date étant les pandémies d'Ebola et de covid-19 lors desquelles elle a montré ses capacités de résilience : « *L'Afrique est ouverte dans ce qu'elle produit* », a soutenu le Pr Christian Happi. Son pays, le Nigeria, a-t-il commenté, a partagé les données scientifiques sur le covid-19, en particulier à partir de la découverte de certains germes comme le virus Omicron. Cette disposition n'est pas observée sur d'autres continents, a-t-il



A gauche, debout, le président de la BAD lors de son exposé, le 22 mai, devant l'assistance et les panelistes. Adiac

regretté.

A la conclusion, l'APTF représente un cadre juridique par excellence de soutien à la volonté d'indépendance du continent dans la politique du médicament. L'Afrique ne peut plus continuer à importer 70%

de vaccins et produits pharmaceutiques qu'elle consomme et payer chaque année 14 milliards de dollars de charges financières. Mais il n'est pas question pour elle de faire cavalier seul sur un terrain à défricher.

L'APTF, dont le pays d'accueil est le Rwanda, bénéficie de l'appui de l'Union africaine et d'autres partenaires de poids parmi lesquels l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation mondiale de la santé et la Commission de l'Union européenne. L'apport des gouvernements africains, des instances internationales publiques et privées lui sera d'une grande importance dans la mise en œuvre de sa vision de rendre disponibles le médicament et le vaccin produits en Afrique fixée à l'horizon 2030.

Gankama N'Siah

L'Afrique ne peut plus continuer à importer 70% de vaccins et produits pharmaceutiques qu'elle consomme et payer chaque année 14 milliards de dollars de charges financières. Mais il n'est pas question pour elle de faire cavalier seul sur un terrain à défricher.

CHARM EL-CHEIKH

La BAD défend sa vision de la croissance verte

Pour atteindre l'objectif d'assurer au continent une transition énergétique porteuse de croissance, la Banque africaine de développement (BAD) mise sur les financements privés et mobilise les partenaires en conséquence.

Le Centre de conférence international de Charm El-Cheikh, en Egypte, a mis ses plus belles parures et filtré ses principales entrées, le 23 mai, jour de l'ouverture officielle des assemblées annuelles de la BAD. La cérémonie s'est déroulée en présence des présidents Abdel Fatah Al Sissi du pays hôte, Azali Assoumani des Comores, actuellement président en exercice de l'Union africaine (UA), Emmerson Mnangagwa du Zimbabwe ; le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, le dirigeant de l'institution bancaire, Akinwumi Adessina, son secrétaire général, Vincent Nmehielle, ainsi que plusieurs délégués des

Etats membres et partenaires. En rapport avec le thème de ces 58^{es} assises, « *Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique* », les personnalités nommées plus haut ont, dans leurs discours de circonstance, appelé à mettre en confiance les potentiels investisseurs à travers la création des conditions optimales de stabilité à l'intérieur du continent. Elles ont aussi réclamé aux pays industrialisés de remplir les engagements pris à l'égard de l'Afrique, relatifs à l'octroi d'une contribution financière conséquente de 100 milliards de dollars destinée aux initia-

tives de préservation de l'environnement.

Confrontée aux calamités liées à l'instabilité climatique, l'Afrique fait aussi face aux désastres d'ordre sociopolitique récurrents qui anéantissent tout effort de développement. Par ailleurs, le conflit russo-ukrainien et ses conséquences sur l'approvisionnement en denrées alimentaires amplifient encore un peu plus les besoins du continent. Le défi est si grand que d'après les études, il faut réunir entre 1 300 et 1 600 milliards de dollars pour soutenir la transition verte du continent sur dix ans, à compter de 2020. Dans ce contexte, le chef de l'Etat égyptien a évoqué la

complexité de la situation de l'Afrique, tenue de trouver des fonds nécessaires pour assurer son développement et en même temps amortir le coût de ces financements.

Les assemblées annuelles de la BAD servent aussi de laboratoire pour les politiques de coopération internationale, d'où la volonté exprimée par les intervenants de voir évoluer l'architecture financière mondiale, de telle sorte que s'établisse un système d'échange « plurilatéral » plus adapté dans lequel toutes les parties dialoguent dans l'intérêt général.

Jusqu'au 26 mai, des délégués venus de quatre-vingts pays vont essayer de porter à l'at-

tention du monde les idées novatrices pour faire de la croissance verte un levier pour la sauvegarde de la planète. A elle toute seule, l'Afrique a enregistré en deux ans (2020-2021) 131 catastrophes naturelles, rapporte la BAD.

Il est peut-être un espoir dans cet océan de mauvaises prédictions : le fait qu'une partie du monde ne saura se soustraire aux pénuries découlant du changement climatique. Cette communauté de destin est aussi cette vérité crue qui doit amener les dirigeants ainsi que les acteurs privés sur les cinq continents à agir ensemble et dès maintenant.

G.N.S.